

Table rase pour une constituante

Au cœur du fracas de l'expédition punitive qui se déroule à notre frontière et des répressions dirigées par les lointains régimes de Syrie et du Yémen, l'Algérie demeure suspendue à la réponse officielle. Seuls les politologues, auteurs du postulat de «l'exception» algérienne, devraient par conséquent nous expliquer ce qu'il va advenir du pouvoir d'ici et comment celui-ci dénouera-t-il la crise.

La subtile exégèse sur l'improbable «contagion mécanique» des chutes de Ben Ali et Mubarak n'a pas échappé au régime d'Alger. Rassuré par le diagnostic, n'est-il pas en train de reprendre solidement la main après les désarroi de janvier dernier ?

A l'image du chef de l'Etat, agissant comme un joueur d'échec qui multiplie les leurres, son entourage diffuse de vagues messages relatifs à de... vagues réformes afin de tenir la bride courte au pays entier. Cependant, la manœuvre et son affichage dans les interventions médiatiques (Belkhadem notamment) n'aura, à terme, qu'un effet sur le rythme d'un processus devenu inéluctable.

Changer «de» politique ou bien changer «la» politique dans le pays constitue désormais une ligne de partage claire. Bouteflika, dont l'ave-

nir se joue à partir de cette alternative, compte toujours sur le camp des légalistes qui ne plaident que pour un pacte rénové autour d'un changement «de» politique. Or, comment désamorcer le maximalisme de ceux qui, frontalement, exigent la décapitation du système si ce n'est qu'en l'usant par le silence. Ne se prononcer que le plus tard possible et notamment sur le contenu de ses projets lui sert de tactique d'usure. Un choix qu'il compte bonifier à terme par une débauche d'opérations de séduction sociale en direction des classes fragiles et au plan international par une posture de régime de droit. Cependant, il faudra bien qu'un jour ou l'autre qu'il soit contraint de mettre à table ses cartes et plaider le bien-fondé des réformes qu'il s'apprête à introduire. Or, sur ce qu'il dira, il ne peut y avoir de consensus national s'il évite d'aborder la nécessité d'une constituante et les préalables qu'elle impose.

Aït Ahmed après Mehri vient d'en rappeler l'objectif final. Des appels qui ont tout pour lui déplaire dans la mesure où la logique d'une refondation institutionnelle passe inévitablement par la dissolution des charges électives dont celle de président de la République !

Donner naissance à une seconde république après le

vieillesse de la première ne relève pourtant pas d'une culture putschiste comme certains s'efforcent d'en instruire un procès d'intention. Les funérailles d'une RADP, qui ne fut d'ailleurs que rarement vertueuse, s'imposent d'elles-mêmes.

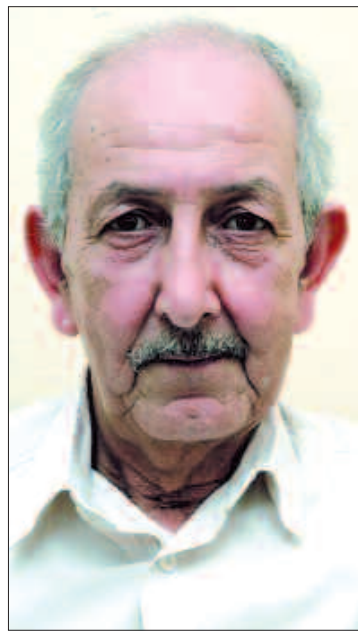
Historiquement, elle fut le viol originel de la libération du pays. Et c'est à Ben Bella que l'on doit ce délit primordial qui confisqua aux Algériens une citoyenneté à peine conquise. En contradiction avec les recommandations des congrès de la Soummam et de Tripoli et en délicatesse délibérée avec la proclamation du 1^{er} Novembre 1954, le fameux groupe de Tlemcen tailla des croupières à la constituante de 1962 pour imposer au pays celle qui, dans ses fondamentaux, le régent à ce jour. En effet, celle dont se dota Boumediène en 1976 ne fit que renforcer l'arsenal despotique alors que Bendjedid ne se débarrassa en 1989 que de la référence idéologique du «parti-Etat». Enfin, Zeroual en 1996 compléta l'habillage en introduisant le bicamérisme et en enrichissant la définition de l'identité.

Or, ces quatre révisions, ayant pourtant accompagné les moments forts de la vie du pays, n'ont eu que peu d'effet sur les modalités de fonctionnement de l'Etat.

Chaque fois elles légitimaient à nouveau la même pratique et ne remettaient pas en cause le socle du système. Autrement dit, les réaménagements ont permis la pérennité de celui-ci dont Bouteflika est l'actuel représentant, quand bien même il s'efforce de le faire oublier.

L'Algérie de 2011 n'est plus dans l'attente d'une cinquième révision de la Constitution dont se servent habituellement les présidents pour requalifier leur pouvoir. Cette mise en équation recuite que l'on veut actualiser dans le contexte actuel ne répond plus à la révolution culturelle en gestation. C'est de rupture à la fois avec le cadre institutionnel et avec une génération de dirigeants qu'il sera dorénavant question. Il ne s'agit plus de «changer de politique» mais, «de changer le rapport à la politique» des citoyens pour sortir, enfin, le pays de ce désarmement moral dont parle Aït-Ahmed.

C'est d'ailleurs à lui que l'on doit la fameuse mise en garde contre les bourgeois du totalitarisme qui commençaient à percer dans les pratiques du pouvoir en 1963. «Un parti fort (...) n'a nul besoin de dissoudre un autre parti comme le Parti communiste», déclarait-il et d'ajouter presque prophétique : «Je pense que la prééminence du parti FLN n'entraîne pas



Par Boubakeur Hamidechi
hamidechiboubakeur@yahoo.fr

nécessairement l'unicité.» La leçon a-t-elle jamais été retenue presque un demi-siècle plus tard ? Demandez-le à l'actuel secrétaire général du FLN qui traque sans prudence et sans humilité la moindre critique.

Voilà pourquoi il ne reste d'autre choix véritable que celui d'une refondation sans les dirigeants actuels. A son tour, le président doit s'y résoudre.

B. H.

Le Soir sur Internet :
<http://www.lesoirdalgerie.com>
E-mail :
info@lesoirdalgerie.com

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com
hlaalam@gmail.com

Au pays des morts-vivants !

Selon le médecin d'Ariel Sharon...

... Ben Ali serait toujours dans le coma !

Pour moi, c'est l'info de la semaine. Peut-être même de l'année. Et je ne suis pas peu fier de la voir révélée et publiée par mon canard, *Le Soir d'Algérie*. C'était ce jeudi, en Une. D'ailleurs, au passage, je dois dire que j'aurais vu cette information prendre toute la Une, seule, éclatée sur toutes les colonnes de la première page, sans rien autour. Tellement elle se suffit, tellement elle est énorme. Paradoxalement, malgré ce côté extraordinaire contenu dans ces quelques lignes publiées en Une du *Soir*, je crains que la nouvelle ne passe à la trappe. Au mieux, je prie pour que des confrères un peu attentifs la relaient. Car elle mérite tous les relais du monde. Et d'abord un «intra-relais», celui de la chronique ici même. Et comment d'ailleurs ne pas relayer ce genre d'infos ? Je ne puis passer à côté, juste en sifflotant, ne marquant la chose que par un léger mouvement des sourcils, ou, pis, un haussement d'épaules blasé. Mais plutôt que de tourner autour du pot (mousseux de préférence), je vous la redonne cette nouvelle publiée par *Le Soir d'Algérie* : mardi dernier, à Moulay-Slissen, une daïra de Sidi-Bel-Abbès, trois compatriotes jeunes et vigoureux, bien campés sur leurs jambes, aussi debout et droits que des «b» tracés par une secrétaire de direction studieuse, décidés et d'un pas ferme se sont présentés aux guichets de leur daïra. Non pas pour y demander le fameux 12 S. Non pas pour y déposer un dossier de l'Ansej. Non pas pour se plaindre de l'état des routes autour de leurs villages. Non pas pour obtenir la fameuse autorisation de vendre des fruits et légumes sur le trottoir. Et non pas, enfin, pour admirer de plus près les beaux yeux vert bouteille de leur chef de daïra. Rien de tout cela ! Ces trois Algériens se sont présentés dans les locaux de leur administration locale pour exiger que leur

soit délivré leur propre... certificat de décès ! Je vois d'ici la tronche du malheureux préposé aux enregistrements funéraires face à trois bonshommes bien vivants, bien d'aplomb et qui lui demandent en chœur, d'une voix qui ne semble franchement pas venir de l'Au-delà : «Nous venons déclarer notre décès et retirer nos certificats de trépas !» Mon Dieu ! Ça a dû jeter un froid de morgue sur les lieux ! Mais en même temps, quel sublissime symbole jeté à la face de l'enfermement systématique de toute forme de protestation citoyenne ! Que peut un Ould-Kablia face à ce genre de démarche ? Que peuvent ses bataillons de flics devant trois Algériens qui s'auto-déclarent morts et qui souhaitent que l'état civil leur délivre de leur vivant les justificatifs de leur décès ? Rien. Car, là, il ne s'agit pas de mater une marche. Car, là, il ne s'agit pas de mener une charge violente contre des manifestants ayant érigé des barricades, brûlé des pneus ou saccagé des édifices publics. Non ! Rien de tout cela ! C'est juste trois quidams qui tiennent pacifiquement à officialiser leur mort, leur assassinat par le régime, un assassinat toujours pas revendiqué d'ailleurs. On ne va tout de même pas envoyer des baltaguia casser aussi du mort, non ? Au-delà du sourire amer que cette histoire peut nous soutirer, j'y vois pour ma part une jonction magnifique. La jonction avec ce slogan des jeunes de Printemps noir. Ils clamaient à qui voulaient les entendre que le pouvoir ne pouvait les tuer, car ils étaient déjà morts. Eh bien aujourd'hui, phase deux de cette contestation : les morts veulent juste officialiser administrativement leur décès. Et vu le nombre d'Algériennes et d'Algériens qui se considèrent «éliminés», «suicidés» par le pouvoir, je parie que les communes, daïras, wilayas et ministère de l'Intérieur vont très vite être confrontés à une pénurie. De certificats de décès ! Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar au pays des morts-vivants continue.

H. L.

